

Pour autant qu'il ne soit porté atteinte ni au nombre de places pouvant être créées ni à l'enveloppe budgétaire prévue, le budget prévu pour créer des places d'une catégorie peut être utilisé par l'Office pour créer des places relevant d'une autre catégorie de places, moyennant l'accord du Ministre de tutelle qui en informe le Gouvernement. »

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les articles 1<sup>er</sup>, 4, 6 et suivants entrent en vigueur à la date de signature du présent avenant.

§ 2. Sans préjudice du § 3, l'article 2 entre en vigueur à la date de signature du présent avenant.

§ 3. Les articles 3 et 5 entrent en vigueur à la date à laquelle l'Office reçoit la notification d'un accord avec une Région concernant les emplois subventionnés.

Fait à Bruxelles, le 30 mars 2006, en 4 exemplaires, chacun des signataires ayant reçu deux exemplaires.

Pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

Georges BOVY,  
Président.

Danièle LECLEIR,  
Administratrice générale.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

---

Note

<sup>1</sup> Il y a lieu d'entendre par taux de couverture, le rapport entre le nombre de places d'accueil subventionnées et non subventionnées et le nombre de naissances selon les données les plus récentes de l'INS × 2.5.

<sup>2</sup> Classement en déciles des communes au sein de chaque subrégion.

<sup>3</sup> Dans cette logique sont prioritaires les communes qui cumulent : un taux de naissances élevé, un taux de couverture bas et un taux d'emploi féminin élevé.

<sup>4</sup> En terme de proportion de personnes n'ayant pas obtenu le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

<sup>5</sup> Dans cette logique sont prioritaires les communes qui cumulent : un taux élevé de faibles revenus fiscaux, un taux de chômage élevé et une proportion élevée de femmes n'ayant pas un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

<sup>6</sup> Ci-après, la capacité.

<sup>7</sup> Il y a lieu d'entendre par taux de couverture, le rapport entre le nombre de places d'accueil subventionnées et non subventionnées et le nombre de naissances selon les données les plus récentes de l'INS × 2.5.

<sup>8</sup> Classement en déciles des communes au sein de chaque subrégion.

<sup>9</sup> Dans cette logique sont prioritaires les communes qui cumulent : un taux de naissances élevé, un taux de couverture bas et un taux d'emploi féminin élevé.

<sup>10</sup> En terme de proportion de personnes n'ayant pas obtenu le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

<sup>11</sup> Dans cette logique sont prioritaires les communes qui cumulent : un taux élevé de faibles revenus fiscaux, un taux de chômage élevé et une proportion élevée de femmes n'ayant pas un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

<sup>12</sup> Coefficient représentant la part des coûts de rémunération de personnel dans la dotation de base.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[2006/202192]

**1<sup>er</sup> JUIN 2006. — Circulaire concernant le renouvellement des conseils provinciaux et communaux le 8 octobre 2006. — Conséquences à l'égard des délibérations prises par les provinces et les communes entre le 8 juillet 2006 et la date d'installation des nouveaux conseils. — Conséquences à l'égard des délibérations prises par les intercommunales et les C.P.A.S. entre le lendemain des élections communales et provinciales et la date du renouvellement de leurs organes**

A Messieurs les Gouverneurs,  
A Mesdames et Messieurs les Députés permanents,  
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,  
A Mesdames et Messieurs les Présidents des intercommunales,  
A Mesdames et Messieurs les Présidents de C.P.A.S.

Copie pour information à :

Mesdames et Messieurs les Greffiers et Receveurs provinciaux,  
Mesdames et Messieurs les Secrétaire et Receveurs communaux,  
Mesdames et Messieurs les Secrétaire des intercommunales,  
Mesdames et Messieurs les Secrétaire de C.P.A.S.  
Mesdames, Messieurs,

Le 8 octobre 2006 prochain sera marqué par l'organisation simultanée des élections provinciales et communales. Le renouvellement des organes des intercommunales et des C.P.A.S. interviendra dès après la date d'installation des nouveaux conseils provinciaux et communaux. Pour rappel, les conseils provinciaux seront installés le 20 octobre 2006 et les conseils communaux le 4 décembre 2006.

Au lendemain des élections, sans préjudice de l'article L1123-1, § 4, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins sortants expédient les affaires courantes jusqu'à l'installation de leurs successeurs. En l'absence d'un pacte de majorité, le collège provincial expédie les affaires courantes en lieu et place du collège qui assumait cette mission en vertu de l'article L2212-43 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Il convient également de veiller à une certaine prudence durant la période précédant immédiatement les élections.

La nécessaire continuité du service public implique que les conseils communaux et provinciaux actuellement en place adoptent les budgets et les règlements fiscaux pour 2007.

Toutefois, certaines décisions qui sont susceptibles d'avoir des incidences au-delà de l'exercice budgétaire en cours, ne revêtent pas un caractère d'urgence ou ne sont pas immédiatement indispensables. Je pense plus particulièrement à cet égard à certaines décisions relatives au personnel, à l'aliénation ou acquisition de biens, à la création de nouveaux services, etc.

Il me paraît que la sauvegarde de l'intérêt général, implique l'ajournement de celles-ci de sorte que les conseils communaux et provinciaux issus des élections ne soient pas mis devant le fait accompli et conservent la plénitude du pouvoir de décision en ces matières.

En conséquence, j'attire votre attention sur la nécessité d'examiner au cas par cas, à la lueur des recommandations susvisées, et de motiver de façon particulièrement étayée toute décision des exécutifs et des conseils communaux et provinciaux prise entre le 8 juillet 2006 et la date d'installation des nouveaux conseils provinciaux et communaux. A cet égard, le strict respect du prescrit de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs s'impose.

Les mêmes principes sont d'application pour les assemblées générales et les conseils d'administration des sociétés intercommunales ainsi que pour les conseils de l'action sociale. Toutefois, en ce qui les concerne, la période de prudence débutera dès le lendemain des élections communales et provinciales pour s'achever à la date du renouvellement des organes de la société ou des conseils de l'action sociale.

Néanmoins, les décisions que seront amenées à prendre les communes et les intercommunales dans le cadre de la rationalisation des intercommunales, ne sont pas visées par cette période de prudence. En effet, il s'agit d'un long processus mis en place par le Gouvernement wallon qui doit conduire à une transition harmonieuse entre les deux législatures pour permettre l'installation des nouveaux organes dans les intercommunales subsistantes sur base d'un décret organique modifié.

J'invite les autorités de tutelle à veiller au respect de ces recommandations.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de ma considération distinguée.

La présente circulaire sera publiée au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> juin 2006.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

---

Vos correspondants :

Direction générale des Pouvoirs locaux, tél. : 081-32 37 01, fax : 081 30 90 93.

Cellule Elections, tél. : 081-23 48 43, fax : 081-23 48 49.

R.Jansemme@mrw.wallonie.be

E.Laurenty@mrw.wallonie.be

Division des communes, tél. : 081-32 37 11, fax : 081-30 81 88.

G.Verlaine@mrw.wallonie.be

M.Charlier@mrw.wallonie.be

Direction d'Arlon, tél. : 063-21 26 36, fax : 063-22 29 69.

C.Dehem@mrw.wallonie.be

B.Nottet@mrw.wallonie.be

Direction de Liège, tél. : 04-224 54 11, fax : 04-224 56 31.

J.Finck@mrw.wallonie.be

Y.Pirlet@mrw.wallonie.be

Direction de Mons, tél. : 065-32 81 11, fax : 065-32 81 55.

A.Bortoluzzi@mrw.wallonie.be

M.Gallez@mrw.wallonie.be

Direction de Namur, tél. : 081-74 26 19, fax : 081-74 32 62.

JM.Matagne@mrw.wallonie.be

T.Materne@mrw.wallonie.be

Direction de Wavre, tél. : 010-23 55 50, fax : 010-23 55 51.

H.DeSuray@mrw.wallonie.be

Va.Leonard@mrw.wallonie.be

Division des provinces et des entreprises publiques, tél. : 081-32 37 11, fax : 081-32 32 27.

PP.Mouzelard@mrw.wallonie.be

R.Mariavelle@mrw.wallonie.be

Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, tél. : 081-32 72 11, fax : 081-32 74 74.

JP.Kinnar@mrw.wallonie.be

C.Careme@mrw.wallonie.be

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2006/202192]

1. JUNI 2006 — Rundschreiben über die Erneuerung der Provinzial- und Gemeinderäte am 8. Oktober 2006 — Auswirkungen auf die Beschlüsse, die von den Provinzen und den Gemeinden zwischen dem 8. Juli 2006 und dem Datum der Einsetzung der neuen Räte getroffen werden — Auswirkungen auf die Beschlüsse, die von den Interkommunalen und den öffentlichen Sozialhilfzentren zwischen dem Tag nach den Gemeinde- und Provinzialwahlen und dem Datum der Erneuerung ihrer Organe getroffen werden

An die Herren Gouverneure,  
An die Damen und Herren ständigen Abgeordneten,  
An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen,  
An die Damen und Herren Präsidenten der Interkommunalen,  
An die Damen und Herren Präsidenten der ÖSHZ.

Zur Information:

An die Damen und Herren Provinzgreffiere und Provinzialeinnehmer,  
An die Damen und Herren Gemeindesekretäre und Gemeindeeinnehmer;  
An die Damen und Herren Sekretären der Interkommunalen;  
An die Damen und Herren Sekretären der ÖSHZ.

Sehr geehrte Damen und Herren,

Am 8. Oktober 2006 wird die gleichzeitige Organisation der Provinzial- und Gemeindewahlen stattfinden. Die Erneuerung der Organe der Interkommunalen und der ÖSHZ wird unmittelbar nach dem Datum der Einsetzung der neuen Provinzial- und Gemeinderäte durchgeführt werden. Es ist daran zu erinnern, dass die Provinzialräte am 20. Oktober 2006 und die Gemeinderäte am 4. Dezember 2006 eingesetzt werden.

Am Tag nach der Wahl und unbeschadet des Artikels L1123-1, § 4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung regeln der ausscheidende Rat und das ausscheidende Bürgermeister- und Schöffenkollegium die laufenden Angelegenheiten bis zur Einsetzung ihrer Nachfolger. Liegt kein Mehrheitsabkommen vor, regelt das Provinzkollegium die laufenden Angelegenheiten anstelle des Kollegiums, das diese Aufgabe aufgrund des Artikels L2212-43 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung übernahm.

Es gibt ebenfalls Anlass, im Laufe des Zeitraums, der den Wahlen unmittelbar vorangeht, eine gewisse Vorsicht walten zu lassen.

Die notwendige Kontinuität des öffentlichen Dienstes setzt voraus, dass die zur Zeit amtierenden Gemeinde- und Provinzialräte die Haushaltspläne und die steuerlichen Regelungen für das Jahr 2007 verabschieden.

Manche dieser Beschlüsse, die Auswirkungen über das laufende Haushaltsjahr hinaus haben könnten, sind entweder nicht dringend oder aber nicht unmittelbar unerlässlich. Dabei denke ich insbesondere an gewisse Beschlüsse auf dem Gebiet des Personalwesens, der Veräußerung oder des Erwerbs von Gütern, der Schaffung von neuen Dienststellen, usw.

Ich denke, dass die Wahrung des allgemeinen Interesses deren Aussetzung voraussetzt, so dass die aus den Wahlen hervorgehenden Gemeinde- und Provinzialräte nicht vor vollendete Tatsachen gestellt werden und in diesen Bereichen über eine uneingeschränkte Entscheidungsbefugnis verfügen.

Folglich möchte ich Sie auf die Notwendigkeit aufmerksam machen, jeden Beschluss der Exekutive und der Provinzial- und Gemeinderäte, der zwischen dem 8. Juli 2006 und dem Datum der Einsetzung der neuen Provinzial- und Gemeinderäte gefasst wird, von Fall zu Fall und unter Berücksichtigung der oben erwähnten Empfehlungen zu überprüfen und diesen besonders ausführlich zu begründen. Diesbezüglich ist die strenge Beachtung der Vorschriften des Gesetzes vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung von Verwaltungsakten zwingend geboten.

Dieselben Grundsätze sind ebenfalls anwendbar auf die Generalversammlungen und die Sitzungen der Verwaltungsräte der Interkommunalen sowie auf die Sitzungen der Sozialhilferäte. Was sie betrifft, beginnt der fragliche Zeitraum jedoch sofort am Tag nach den Gemeinde- und Provinzialwahlen. Er endet am Tag der Erneuerung der Organe der Gesellschaft oder der Sozialhilferäte.

Die Beschlüsse, die die Gemeinden und die Interkommunalen im Rahmen der Rationalisierung der Interkommunalen fassen könnten, sind jedoch nicht durch diesen fraglichen Zeitraum betroffen. Es handelt sich um ein umfangreiches von der Wallonischen Regierung eingesetztes Verfahren, das zu einem harmonischen Übergang zwischen den beiden Legislaturperioden führen kann, um die Einsetzung der neuen Organe in den noch bestehenden Interkommunalen aufgrund eines abgeänderten Grundlagendekrets zu ermöglichen.

Ich fordere die Aufsichtbehörden auf, über die Beachtung dieser Empfehlungen zu wachen und verbleibe ich mit freundlichen Grüßen.

Das vorliegende Rundschreiben wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Kontaktpersonen:

Generaldirektion der lokalen Behörden, Tel.: 081-32 37 01, Fax: 081-30 90 93

Zelle Wahlen, Tel.: 081-23 48 43, Fax: 081-23 48 49

R.Jansemme@mrw.wallonie.be

E.Laurenty@mrw.wallonie.be

Abteilung Gemeinden, Tel.: 081-32 37 11, Fax: 081-30 81 88

G.Verlaine@mrw.wallonie.be

M.Charlier@mrw.wallonie.be

Direktion Arlon, Tel.: 063-21 26 36, Fax: 063-22 29 69

C.Dehem@mrw.wallonie.be

B.Nottet@mrw.wallonie.be

Direktion Lüttich, Tel.: 04-224 54 11, Fax: 04-224 56 31

J.Finck@mrw.wallonie.be

Y.Pirlet@mrw.wallonie.be

Direktion Mons, Tel.: 065-32 81 11, Fax: 065-32 81 55

A.Bortoluzzi@mrw.wallonie.be

M.Gallez@mrw.wallonie.be

Direktion Namur, Tel.: 081-74 26 19, Fax: 081-74 32 62

JM.Matagne@mrw.wallonie.be

T.Materne@mrw.wallonie.be

Direktion Wavre, Tel.: 010-23 55 50, Fax: 010-23 55 51

H.DeSuray@mrw.wallonie.be

Va.Leonard@mrw.wallonie.be

Abteilung Provinzen und Öffentliche Unternehmen, Tel.: 081-32 37 11, Fax: 081-32 32 27

PP.Mouzelard@mrw.wallonie.be

R.Mariavelle@mrw.wallonie.be

Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens, Tel.: 081-32 72 11, Fax: 081-32 74 74

JP.Kinnar@mrw.wallonie.be

C.Careme@mrw.wallonie.be

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2006/202192]

**1 JUNI 2006. — Omzendbrief betreffende de vernieuwing van de provincie- en gemeenteraden op 8 oktober 2006.**

Gevolgen ten opzichte van de beslissingen genomen door de provincies en gemeenten tussen 8 juli 2006 en de installatielidatum van de nieuwe raden. — Gevolgen ten opzichte van de beslissingen genomen door de intercommunales en de O.C.M.W.'s van de dag na de gemeenterads- en provincieraadsverkiezingen tot de datum van vernieuwing van hun organen

Aan de Heren Gouverneurs,

Aan de Dames en Heren Leden van de Bestendige Deputatie,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Intercommunales,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de O.C.M.W.'s,

Ter kennisgeving aan :

de Dames en Heren Griffiers en Provincieontvangers,

de Dames en Heren Gemeentesecretarissen en Gemeenteontvangers,

de Dames en Heren Secretarissen van de Intercommunales,

de Dames en Heren Secretarissen van de O.C.M.W.'s,

Dames en Heren,

Op 8 oktober 2000 vinden de provincieraadsverkiezingen samen met de gemeenteradsverkiezingen plaats. De organen van de intercommunales en de O.C.M.W.'s zullen onmiddellijk na de installatie van de nieuwe provincie- en gemeenteraden vernieuwd worden. Ter herinnering, de provincieraden worden op 20 oktober 2006 geïnstalleerd en de gemeenteraden op 4 december 2006.

Na de verkiezingen en onverminderd artikel L1123-1, § 4, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie handelen de aftredende gemeenteraad en het aftredend college van burgemeester en schepenen de lopende zaken af tot de installatie van hun opvolgers heeft plaatsgehad. Bij gebrek aan een meerderheidspact handelt het provinciecollege de lopende zaken af in plaats van het college dat deze opdracht vervulde krachtens artikel L2212-43 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Er moet ook een zekere voorzichtigheid aan de dag worden gelegd tijdens de periode die rechtstreeks aan de verkiezingen voorafgaat.

De nodige continuïteit van de openbare dienst houdt in dat de huidige gemeente- en provincieraden de begrotingen en fiscale regelingen voor 2007 goedkeuren.

Bepaalde beslissingen die echter een weerslag na het lopende begrotingsjaar kunnen hebben, moeten niet dringend worden genomen of zijn niet onmiddellijk onontbeerlijk. Hierbij denk ik in het bijzonder aan bepaalde beslissingen betreffende het personeel, de vervreemding of verwerving van goederen, de oprichting van nieuwe diensten, enz.

Ik ben van mening dat het voor de vrijwaring van het algemeen belang passend is om die beslissingen uit te stellen zodat de provincie- en gemeenteraden die na de verkiezingen samengesteld zullen worden niet voor een voldongen feit worden gesteld en hun volle bevoegdheden voor deze aangelegenheden bewaren.

Bijgevolg wens ik uw aandacht erop te vestigen dat iedere beslissing van de executieven alsmede van de provincie- en gemeenteraden genomen tussen 8 juli 2006 en de installatietermin van de nieuwe provincie- en gemeenteraden geval per geval, in het licht van bovenvermelde aanbevelingen onderzocht moet worden en met voldoende redenen omkleed moet zijn. Hierbij is de naleving van de bepalingen van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen een noodzaak.

Dezelfde principes gelden voor de algemene vergaderingen en raden van bestuur van de intercommunale vennootschappen, alsmede voor de raden voor maatschappelijk welzijn. De sperperiode zal wat hen betreft evenwel de dag na de gemeenterads- en provincieraadsverkiezingen beginnen en op de datum van de vernieuwing van de organen van de vennootschap of van de raden voor maatschappelijk welzijn eindigen.

De beslissingen genomen door de gemeenten en de intercommunales in het kader van de rationalisatie van de intercommunales worden evenwel niet beoogd door deze sperperiode. Het gaat hier namelijk over een lang proces opgesteld door de Waalse Regering dat moet leiden tot een harmonieuze overgang tussen beide legislaturen om de installatie van de nieuwe organen in de overblijvende intercommunales mogelijk te maken op grond van een gewijzigd orgaaniek decreet.

Ik verzoek de toezichthoudende overheden erom deze aanbevelingen na te laten leven.

Met de meeste hoogachting,

Deze omzendbrief wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

---

Uw correspondenten :

Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, tel. : 081-32 37 01, fax : 081-30 90 93.

Cel Verkiezingen, tel. : 081-23 48 43, fax : 081-23 48 49.

R.Jansemme@mrw.wallonie.be

E.Laurenty@mrw.wallonie.be

Afdeling gemeenten, tel. : 081-32 37 11, fax : 081-30 81 88.

G.Verlaine@mrw.wallonie.be

M.Charlier@mrw.wallonie.be

Directie Aarlen, tel. : 063-21 26 36, fax : 063-22 29 69.

C.Dehem@mrw.wallonie.be

B.Nottet@mrw.wallonie.be

Directie Luik, tel. : 04-224 54 11, fax : 04-224 56 31.

J.Finck@mrw.wallonie.be

Y.Pirlet@mrw.wallonie.be

Directie Bergen, tel. : 065-32 81 11, fax : 065-32 81 55.

A.Bortoluzzi@mrw.wallonie.be

M.Gallez@mrw.wallonie.be

Directie Namen, tel. : 081-74 26 19, fax : 081-74 32 62.

JM.Matagne@mrw.wallonie.be

T.Materne@mrw.wallonie.be

Directie Waver, tel. : 010-23 55 50, fax : 010-23 55 51.

H.DeSuray@mrw.wallonie.be

Va.Leonard@mrw.wallonie.be

Afdeling Provincies en Openbare Bedrijven, tel. : 081-32 37 11, fax : 081-32 32 27.

PP.Mouzelard@mrw.wallonie.be

R.Mariavelle@mrw.wallonie.be

Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid, tel. : 081-32 72 11, fax : 081-32 74 74.

J.P.Kinnar@mrw.wallonie.be

C.Careme@mrw.wallonie.be